



Dossier Action 2.1

Évolution des moyens d'existence en ruralité et rôle des entreprises agro-alimentaires

Étude de la demande et de la disponibilité
à long terme de la main d'œuvre agricole

1 PAS
DE PAUVRETÉ



2 FAIM
«ZÉRO»



17 PARTENARIATS
POUR
LA RÉALISATION
DES OBJECTIFS



2 La Global Agri-business Alliance (GAA) est un regroupement d'entreprises du secteur de l'offre, animé par les dirigeants, qui se sont rapprochés en vue de créer des zones rurales et des moyens de vie durables et d'apporter une contribution supplémentaire mesurable aux Objectifs de Développement Durable (ODD), en particulier ODD2, l'éradication de la pauvreté. La GAA fait cela en fournissant une plateforme destinée à l'engagement et facilite toute action collaborative qui 1) étend les bonnes pratiques par l'apprentissage entre homologues 2) contribue à un leadership réfléchi et 3) informe et influence les politiques émergentes. Les adhérents sont actuellement au nombre de 18 entreprises, des planteurs en passant par les transformateurs jusqu'aux négociants.

Table des matières

Introduction	3
Résumé analytique	3
Évolution des moyens d'existence en milieu rural dans le contexte de l'urbanisation et de la transformation rurale : quel rôle pour les entreprises agro-alimentaires et la planification de la relève ? <i>Cecilia Tacoli, Institut International pour l'Environnement et le Développement</i>	4
Mise en commun, éducation et avenir souhaitables de la main d'œuvre rurale pour les jeunes ; quel rôle pour les entreprises agro-alimentaires et la planification de la relève ? <i>Dorte Thorsen, School of Global Studies, University of Sussex</i>	9
Conclusions	15

Introduction

Une incertitude et une ambiguïté considérables recouvrent la compréhension sur ce à quoi ressemblera une communauté rurale dynamique et durable en 2030, cela étant, l'agriculture est de plus en plus reconnue comme ayant un rôle important à jouer pour atteindre l'objectif international de zéro pauvreté et zéro faim dans le monde :

- 570 millions de petites exploitations agricoles de moins de 2 ha comptent pour moins de 12 pour cent des terres agricoles mondiales et produisent environ 30 pour cent des produits agricoles de base - mais beaucoup de ces agriculteurs sont pauvres et manquent du capital naturel, social, politique et financier pour se développer.
- La taille des exploitations décroît à travers l'Afrique et l'Asie, et continuera à le faire à mesure que la population augmente.
- Globalement, environ la moitié de la population mondiale vit désormais dans des aires urbaines, et la population rurale mondiale devrait décliner d'environ 0,6 milliard d'ici à 2050. Les indicateurs sociaux montrent constamment que la qualité de la vie en zones rurales est inférieure à celle des implantations urbaines.

Ce Dossier Action émanant d'auteurs indépendants est le premier d'une série qui explorera et communiquera de manière spécifique sur ce mélange de tendances, de défis et d'occasions dans la mesure où ils sont liés à la planification de la relève, avec l'ambition de favoriser une compréhension alignée autour du rôle et de la responsabilité des entreprises agro-alimentaires : où et comment les membres de la GAA peuvent-ils apporter leur meilleure contribution pour construire des économies rurales prospères ?

Résumé analytique

Pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, la majorité de la population du monde vit dans des aires urbaines. Ce déplacement démographique est sous-tendu par des transformations sociales, économiques et culturelles qui ont un impact capital sur les moyens d'existence en ruralité. Planifier le rôle des entreprises agro-alimentaires sur l'avenir de l'agriculture et atteindre les ODD, tout cela doit être placé à la base de la compréhension d'un tel changement historique.

Tandis que les liens entre les zones rurales et les zones urbaines, entre les gens et les entreprises, deviennent d'une manière générale plus forts et plus resserrés, ils sont aussi extrêmement divers et caractérisés par leurs contextes. L'un des leçons les plus importantes des expériences passées des politiques et des programmes de développement régional est qu'ignorer la diversité est une recette qui conduit à l'échec. Le rôle potentiel des petites villes en tant que moteurs du développement des zones rurales alentour est d'une importance particulière. Cela, en retour, reflète les transformations substantielles des systèmes de production agricole et des moyens d'existence ruraux, où l'agriculture contribue pour une part en diminution constante aux revenus des ménages avec une augmentation corrélée des activités non-agricoles, souvent situées dans de petites villes et impliquant diverses formes de mobilité.

De telles dynamiques ont des implications importantes sur les business models cherchant à inclure des petits propriétaires dès lorsqu'elles remettent en question la supposition que la plupart sinon tous les petits propriétaires sont avant tout engagés dans l'agriculture et s'insèrent mieux au travers d'organisations formelles. Il est beaucoup plus vraisemblable que la plupart des petits propriétaires, en particulier mais pas seulement les plus pauvres, sont des agriculteurs à temps partiel ou saisonniers accédant de manière occasionnel au marché, et principalement par des canaux informels. Ignorer cela pourrait conduire à une marginalisation accrue des plus pauvres.

Il existe une reconnaissance croissante du fait que des initiatives enracinées localement construisant à partir de la base, à l'aide de systèmes de gouvernance inclusifs ont vraisemblablement plus de chances de réussite pour aboutir à un développement durable. Le défi, pour les entreprises agro-alimentaires, est de savoir comment combiner le fait de se fier à des chaînes de valeur et des systèmes intégrés au niveau mondial avec le fait d'éviter de court-circuiter les parties prenantes locales, et au lieu de cela de s'engager avec elles dans une façon de faire qui fasse sens en reconnaissant les déséquilibres de pouvoir et en promouvant des prises de décision partagées.

L'éducation est considérée comme l'un des principaux moteurs dans la recherche par les jeunes d'emplois non-agricoles ou hors-agriculture mais les évolutions sociales dérivant d'une pauvreté subie et des changements dans les relations entre sexes, donnent graduellement aux femmes plus de liberté pour s'adonner à des travaux non-agricoles précédant parfois l'investissement dans l'éducation des enfants. Les migrations et l'éducation affectent la disponibilité de la main d'œuvre au sein du ménage rural. Les solutions vont d'une redéfinition de la division du travail, afin qu'un autre membre de la famille prenne le relais pour ce travail, à l'embauche de main



d'œuvre. En plus du manque de main d'œuvre, les parents ont le problème du retard dans l'acquisition d'aptitudes spécialisées et du goût du travail. Ils encouragent les migrations de vacances dès que les enfants atteignent l'école secondaire. Pour bien comprendre l'impact de la diversification des moyens de subsistance et de l'éducation, il faut une évaluation du travail productif et reproductif afin d'éviter l'augmentation de la charge de travail des femmes ou encore la baisse de durée de scolarisation des filles, car elles apportent leur soutien au travail reproductif.

L'itinéraire des jeunes est difficilement prévisible et façonné par les imprévus de la vie. S'ils ont atteint un certain niveau d'éducation, même si leur cursus scolaire a été interrompu, ils ont développé un capital éducatif leur permettant de rechercher rapidement l'information et de s'adapter rapidement. Ceux qui ont abandonné l'école ne retournent pas nécessairement vers l'agriculture mais s'orientent vers des apprentissages professionnels afin d'acquérir des aptitudes dans des activités non agricoles. Les entreprises agro-alimentaires gagneraient à rentrer en contact avec de jeunes entrepreneurs afin d'identifier des collaborations possibles et de soutenir des relations à but prospectif au niveau local. Le rôle des entreprises agro-alimentaires dans l'avenir est de contribuer à un développement durable là où l'on s'approvisionne en produits. Il y a eu une certaine tendance à se fier à des chaînes de valeur au niveau mondial, ce qui a conduit à court-circuiter les parties prenantes au niveau local. Cependant, si les entreprises agro-alimentaires doivent profiter de et contribuer à une rapide transformation économique, il est crucial d'être en prise de manière significative avec les parties prenantes locales et de faire rentrer dans le jeu des acteurs du secteur privé de petite taille, qu'ils agissent dans l'économie formelle ou informelle.

Évolution des moyens d'existence en ruralité dans le contexte de l'urbanisation et de la transformation rurale : quel rôle pour les entreprises agro-alimentaires et la planification de la relève ?

Cecilia Tacoli

Institut International pour l'Environnement et le Développement

Depuis environ la première décennie de ce millénaire, et pour la première fois dans l'histoire, plus de la moitié de la population vit dans des lieux de peuplement et des centres classés comme urbains. Cela a des conséquences importantes, pas seulement pour les zones urbaines et leurs habitants, mais aussi pour les zones rurales et leurs habitants. Les rapides transformations actuelles des conditions d'existence rurales décrites dans le présent dossier se comprennent mieux dans ce contexte présentant d'énormes défis, mais offrant en même temps des occasions sans précédent pour un développement durable. Comprendre ces dynamiques, y compris les demandes évolutives en matière de main d'œuvre rurale, est le point de départ pour la planification de la relève et l'exploration des rôles potentiels des entreprises agro-alimentaires.

Transformations rurales et liaisons urbain-rural

Essentielles pour la transformation structurelle¹ des économies nationales et locales, les liaisons urbain-rural -le maillage complexe des connexions entre les dimensions rurales et urbaines- peuvent se décrire à la fois sur le plan spatial et sur le plan sectoriel. Les liaisons spatiales englobent les échanges tangibles et intangibles entre les zones rurales et urbaines, tels que le déplacement physique des marchandises, des gens, de l'argent, de l'information et des déchets, ainsi que les réseaux sociaux et les relations sociales s'étendant entre les lieux ruraux et les lieux urbains, y compris ceux qui traversent les frontières nationales. Les liaisons spatiales sont en relation étroite avec les interactions sectorielles (ou fonctionnelles) entre les secteurs économiques, y compris les liaisons d'arrière-plan de l'agriculture (la fabrication des intrants) et ses liaisons frontales (transformation transport et distribution).

Les liaisons positives rural-urbain font se rapprocher des espaces et des secteurs partageant habituellement une caractéristique clé : une certaine valeur ajoutée issue de la transformation ou d'autres activités en aval se trouve produite, conservée et réinvestie localement, et qui là, avec un support institutionnel approprié, sert de moteur pour le développement économique local (voir étude de cas 1). Il est important que les entreprises agro-alimentaires s'en rendent compte et contribuent à ces processus dynamiques.

Diversité et importance du contexte

Les interactions de plus en plus intensives entre lieux de peuplement ruraux et urbains, les populations et les entreprises sont une composante importante des conditions d'existence et des systèmes de production dans la plupart des régions du monde. Elles sont aussi extrêmement diverses, cependant, non seulement entre les régions (revenus élevés, moyens, faibles) mais aussi au sein de celles-ci et souvent au sein des nations. Cela est dû en grande partie parce qu'elles reflètent des dynamiques et des

¹ La transformation structurelle se définit ici comme la transition depuis des économies essentiellement agraires vers une concentration d'emploi dans les secteurs manufacturiers et de services apportant la majeure partie du PIB d'une nation donnée.



caractéristiques socio-économiques et culturelles locales et nationales, comprenant des systèmes et des institutions qui gèrent les ressources naturelles, la nature de la production agricole et dans certains cas des activités minières et d'autres activités extractives, la nature et la localisation des activités manufacturières et la configuration des systèmes urbains ainsi que les infrastructures qui les supportent. De plus, au niveau micro, le sexe, l'âge et le patrimoine font partie des facteurs définissant les conditions différentielles pour l'accès aux opportunités et aux moyens.

De ce fait, les politiques et les initiatives basées sur des généralisations et portant peu d'attention aux contextes locaux et aux systèmes de gouvernance ont tendance à n'obtenir que des succès limités. Des approches partant plus de la base² visent à se confronter à cela, mais risquent d'être handicapées par le niveau très faible de décentralisation financière au sein des nations à faible revenu. En Afrique sub-saharienne, le revenu des gouvernements locaux est en moyenne de seulement 7 pour cent du revenu total des gouvernements, ce qui limite leur capacité à investir dans des priorités et des besoins locaux³.

Comprendre l'urbanisation et le rôle des petites villes dans le développement rural

L'urbanisation, - c'est à dire une augmentation de la part de la population totale vivant dans des zones classées comme urbaines - et le développement rural sont souvent considérés comme étant antagonistes, mais une telle opinion omet deux facteurs importants. Le premier est que l'urbanisation est étroitement corrélée à la croissance constante du revenu par tête. L'explication très simple à cela est que l'agglomération urbaine présente les entreprises des secteurs industriels et de services les plus productifs avec des possibilités d'économies d'échelle et une plus grande spécialisation. Tandis qu'il existe des cas d'urbanisation sans croissance économique, il n'y a pratiquement pas d'exemples de nations connaissant une croissance économique sans urbanisation.

Le second est que, alors qu'il existe une tendance à confondre l'urbanisation avec la croissance des grandes villes, un tel constat peut conduire à des erreurs⁴. Les mégacités de plus de 10 millions d'habitants ne comptent que pour 12 pour cent de la population urbaine mondiale, alors qu'environ un cinquième de celle-ci vit dans des villes de moins de 50 000 habitants- dans de nombreux cas, seulement quelques milliers. Cette proportion varie entre les régions et s'élève à 30 pour cent en Afrique orientale et centrale alors qu'en Amérique du Nord, c'est environ 10 pour cent seulement. Ceci reflète à son tour la relation étroite entre les petites villes et les systèmes de production à prédominance dans leurs régions rurales environnantes.

2 Par exemple, OCDE (2013) *Rural-Urban Partnerships: An Integrated Approach to Economic Development*, Publications de l'OCDE, disponible en ligne sur <http://dx.doi.org/10.1787/9789264204812-en>.

3 OCDE (2015) *Perspectives économiques de l'Afrique 2015: Développement régional et inclusion spatiale*, OCDE.

4 Il n'existe pas de définition internationale de ce qui constitue un centre urbain. La plupart des définitions nationales consistent dans la combinaison d'une taille de population minimum (couramment 5 000, 10 000, 20 000), de fonctions administratives, de densité de construction et de base économique. Il y a cependant des écarts significatifs, rendant les comparaisons internationales difficiles.



Étude de cas 1

Liaisons rural-urbain positives et rôle des grands villages d'urbanisation dans le développement rural au Vietnam

Dans le delta du Mékong au Vietnam, la production de fruits frais de spécialité a intensifié sa réactivité face à une demande croissante de la part des ménages urbains et ruraux. De grands villages sont devenus des nœuds de place de marché où les négociants jouent un rôle crucial.

À la différence des opérateurs à grande échelle de la chaîne d'approvisionnement, ces négociants disposant de bons contacts sont capables d'absorber toutes qualités et quantités de fruits, car à travers leurs vastes réseaux ils peuvent les distribuer à différents consommateurs sur les marchés internationaux, dans les grandes villes, dans les centres urbains de plus petite taille et même, chaque semaine, sur les marchés de villages itinérants. La possibilité de vendre leur produit, indépendamment de la qualité et de la quantité, est extrêmement importante pour les petits producteurs.

Les activités relatives au négoce, y compris le tri, la transformation, le conditionnement et le transport, emploient un nombre croissant de résidents locaux pouvant ainsi diversifier leurs sources de revenus et améliorer leur solidité financière. Avec des revenus plus élevés, il y a aussi de la part des résidents locaux tout comme des résidents ruraux une demande accrue pour des services comme la coiffure, les restaurants, les cafés, l'accès à des produits tels que le gaz en bouteille et ainsi de suite.

Ces grands villages à tendance urbaine remplissent effectivement les fonctions de petites villes. Les facteurs critiques permettant à de telles zones d'obtenir un accès relativement équitable aux terres et à l'eau, sont de bonnes routes reliant les villages aux centres urbains et aux zones de peuplement rural environnantes, et les infrastructures d'électricité et de communication. De plus, les possibilités d'emploi dans l'industrie au Vietnam signifient qu'une grande proportion de ménages d'agriculteurs peuvent compter sur les envois de membres migrants de leur famille pour financer l'innovation agricole afin de répondre à la demande.⁵

5 Hoang, X.T., Xuan Thanh, Thi Thu Phuong Dinh, Thu Huong Nguyen et C. Tacoli (2008) *Urbanisation et développement rural dans le delta du Mékong : Transformation des conditions d'existence dans trois zones de peuplement*, documentation de travail urbain-rural, IIED, Londres et Hoang Xuan Thanh, Dinh Thi Thu Phuong, Dang Thi Thanh Hoa, Le Dinh Lap (2015) : *Urbanisation et développement rural dans le delta du Mékong au Vietnam : Revisiter les transformations des conditions d'existence dans les zones de peuplement pratiquant des cultures fruitières, 2006-2015*. Document de travail de l'IIED, IIED, Londres.



6

Les petites villes sont une composante essentielle, bien que souvent ignorée, du développement rural. De nombreuses petites villes connaissant la réussite se développent en étroite symbiose avec leurs régions rurales alentour, et leurs réussites sont liées à des produits de base spécifiques. Alors que la plupart de leurs habitants s'orientent vers des activités non agricoles, elles sont en relation étroite avec la production agricole ou sont en prise avec une demande en hausse de la part des agriculteurs dont les revenus augmentent du fait de la réussite de leur activité agricole. Les négociants des petites villes sont en mesure d'assurer aux petits producteurs un accès aux marchés, alors que ceux-ci auraient des difficultés à capter l'intérêt des grandes chaînes d'approvisionnement qui ont tendance à rechercher une certaine constance dans la qualité comme dans la quantité. En même temps, elles peuvent offrir des biens manufacturés et des services aux zones rurales environnantes. Les petites villes sont couramment les lieux où les habitants de la ruralité trouvent un accès à des services tels que la santé, l'éducation, la culture, les banques, les prolongements de l'agriculture et les services de professionnels tels que des juristes et des comptables. Les petits centres urbains sont donc souvent le lieu de croissance et de regroupement d'activités non-agricoles et d'emploi. Ceci, à son tour, attire des migrants recherchant des emplois non agricoles, et des travailleurs agricoles saisonniers.

Des conditions d'existence rurale qui évoluent

Tandis que les structures globales, régionales et nationales de l'économie subissent des évolutions majeures, l'emploi non agricole devient de plus en plus important pour les habitants de la ruralité. Les chiffres varient et sont vraisemblablement sous-estimés car ils ont tendance à ignorer les activités de secteurs informels⁶ ainsi que les emplois saisonniers/temporaires. Même ainsi, les chiffres sont remarquablement élevés, y compris au sein de nations où l'agriculture reste une composante importante de la base économique, comme par exemple en Tanzanie, où l'emploi non agricole est passé de 11 pour cent en 1991 à 46 pour cent en 2000, et au Bhoutan où en 2012, il comptait pour 60 pour cent des revenus des ménages ruraux. Il y a de forts indices montrant que la diversification des sources de revenus rend les petits agriculteurs moins vulnérables face à un certain nombre de défis, de l'imprévisibilité des marchés aux phénomènes non moins imprévisibles liés aux changements climatiques. Pour certains, la diversification des sources de revenus peut être aussi un itinéraire de sortie de la pauvreté n'impliquant pas d'abandonner complètement l'agriculture.

L'importance croissante des revenus non agricoles chez les ménages ruraux est liée au moins en partie à l'augmentation de la mobilité. Dans de nombreuses situations, ceci est décrit de la meilleure façon comme «un continuum permanent» plutôt qu'une migration unidirectionnelle depuis les zones rurales vers les centres urbains, avec des trajectoires temporaires - souvent quotidiennes, hebdomadaires ou saisonnières - qui prennent de l'ampleur.



Étude de cas 2

Des systèmes d'agriculture qui ne contribuent pas à des liaisons rural-urbain positives à Huetar Norte, Costa Rica

Huetar Norte est avant tout une région d'élevage de bétail pour les marchés étrangers, bien que depuis la mise en place de programmes d'ajustement structurels dans les années 1990, ceci soit complété par des cultures à vocation exportatrice.

Des facilités de crédit généreuses ont été accordées aux éleveurs de bétail au cours des années 1970, soutenues par des prêts de la Banque Mondiale, qui avait fait de la production de viande pour hamburger de qualité constante la clé de voute de sa politique de crédit en Amérique Centrale. De grands éleveurs furent préférés aux petits propriétaires, augmentant les inégalités dans la structure de la propriété foncière. Dans les faits, l'élevage de bétail a causé beaucoup de chômage rural, plus particulièrement auprès des travailleurs non propriétaires de terres et des petits propriétaires évincés, ayant pour effet de stimuler l'occupation des zones forestières et l'érosion des sols.

De plus, bien que 21 pour cent du cheptel national se trouvât à pâturer dans cette région, aucun abattoir ni aucune infrastructure rurale ne se trouvaient à Huetar Norte. Le court-circuitage des centres régionaux au profit de la capitale, San José fut le résultat d'une puissante alliance entre les éleveurs exportateurs de Huetar Norte, des politiciens et des bureaucrates de l'état à San José. De manière plus large, la politique du gouvernement a entraîné une exploitation accélérée des ressources naturelles régionales au détriment de la durabilité, de l'emploi et des revenus d'une proportion considérable de la population de la région. Tandis que des centres locaux tels que Ciudad Quesada se sont développés, essentiellement en fournissant des services de crédit, cette croissance peut dans une large mesure être définie comme étant de nature parasitaire. La création de richesse en tant que valeur ajoutée et d'emploi dans la transformation du principal produit agricole de la région a complètement court-circuité les petits centres et les centres intermédiaires de la région.⁷

⁷ Romein, A (1997) Le rôle des sites centraux dans le développement des structures de production régionales : le cas de Huetar Norte, Costa Rica, dans P Van Lindert et O Verkoren (eds) Les petites villes et au-delà : Transformations rurales dans les petits centres urbains en Amérique latine, Thela Latin America Series, Amsterdam.

⁶ L'OIT définit le secteur informel comme toutes activités économiques exercées par des travailleurs et des entités économiques qui ne se trouvent pas - de par la loi ou de fait - couvertes, ou sont insuffisamment couvertes par des dispositions formelles.



L'investissement dans les infrastructures et la connectivité (des routes jusqu'aux technologies de l'information et des communications) joue un rôle clair en soutenant une mobilité accrue des populations rurales et en permettant l'accès aux marchés, des possibilités d'emploi, aux services et aux biens. C'est tout spécialement le cas pour les générations les plus jeunes et pour les femmes ainsi que pour d'autres groupes pour lesquels l'agriculture n'est pas un option souhaitée ni viable. Les mandats d'argent - définis de manière large come de l'argent gagné quelque part ailleurs - peuvent jouer un rôle important dans la stabilisation des dépenses et la promotion de l'investissement local.

Les transformations dans les systèmes de production agricoles et l'inclusion des petits propriétaires

Les évolutions des conditions d'existence sont une réponse à des possibilités accrues et à des modifications dans les systèmes de production agricole. La mécanisation, la concurrence sur des ressources rares et les effets d'impacts multiplicateurs des changements climatiques contribuent au besoin, pour les habitants des zones rurales, de diversifier leurs sources de revenus. Dans le même temps, il y a une forte augmentation dans certains pays d'Afrique sub-saharienne d'agriculteurs investisseurs urbains possédant des parts importantes d'exploitations agricoles de taille moyenne, ce qui est susceptible d'exacerber les contraintes existantes pour l'accès des petits propriétaires aux terres.

L'une des conséquences générales des transformations dans les systèmes de production agricole et dans les conditions d'existence en milieu rural est l'émergence d'inégalités et d'une polarisation sociale. De ce fait, «petit propriétaire» n'est pas une catégorie homogène, mais plutôt hautement diversifiée. Une grande attention a été portée dans les décennies passées, en matière de politiques, sur comment inclure les petits exploitants agricoles dans les marchés, y compris dans les réseaux mondiaux d'approvisionnement. Il existe une attente à ce que le secteur privé puisse jouer un rôle majeur et que les petits propriétaires, à travers des organisations formelles, puissent accéder aux marchés modernes et formalisés et puissent influencer les prises de décisions politiques. Cependant, comme décrit dans la section précédente, ce ne sont pas moins de 80 pour cent des ménages de petits propriétaires pour lesquels l'agriculture n'est pas la seule ni même la principale activité génératrice de revenus, et qui n'interviennent qu'occasionnellement sur les marchés. Lorsqu'il le font, c'est plus vraisemblablement au travers de canaux informels. De ce fait, un engagement basé sur la participation aux marchés et un mode de fonctionnement inclusif ne concerne qu'une petite minorité d'agriculteurs plus aisés, fortement orientés vers l'agriculture commerciale, et renforçant ainsi la dynamique des inégalités.⁸



Étude de cas 3

Organisations informelles et temporaires de petits propriétaires en Ouganda

De petits propriétaires cultivant du matoké, une variété locale de banane à cuire dans le sud-ouest de l'Ouganda, se sont organisés pour augmenter leur rentabilité, et cela par une coordination saisonnière plutôt que sous forme d'une coopérative ou d'association d'agriculteurs.

Tandis que le matoké mûrit dans les champs, les agriculteurs appellent les membre de leurs familles qui habitent en ville pour qu'ils vérifient les prix ayant cours sur les marchés au détail dans les villes. Cette information est ensuite utilisée par des responsables de leur communauté en qui ils ont confiance et qui sont chargés de négocier avec les acheteurs en gros, pour le compte de l'ensemble des agriculteurs. Ces délégués rendent également visite aux agriculteurs pour déterminer les quantités et la qualité des récoltes à venir. Après quoi ils contactent les acheteurs et commencent les négociations. Une fois un accord trouvé, les agriculteurs montent des centres de collecte fonctionnant à des dates fixées, lorsque les représentants de la communauté conduisent les négociations finales et encaissent les paiements des acheteurs, et les distribuent finalement aux agriculteurs. Ainsi se réalise le cycle de commercialisation collective, jusqu'à la récolte suivante.⁸



⁸ Vorley, B., del Pozo-Vergnes, E, Barnett, A. (2012) *Agence de petits producteurs sur un marché global : faire des choix dans un monde en évolution* IIED : London and Hivos : La Haye.

Des modes de fonctionnement pour un investissement agricole inclusif

Il existe un large éventail de ces modèles, y compris le fermage, les contrats de gestion, le métayage et le partage de récoltes, les joint-ventures, le faire-valoir direct et les relations amont/aval. Leur réussite - ou l'absence de celle-ci - dépend beaucoup du contexte et ne se limite pas à la dimension agricole, mais aussi de la part «urbaine» du développement rural, y compris du rôle des petites villes.

Les modèles de fonctionnement ont des impacts différenciés sur différentes catégories de petits propriétaires et augmentent les inégalités. Des changements dans l'accès aux terres peuvent bénéficier aux élites et aux agriculteurs implantés commercialement, et exclure les agriculteurs de subsistance, souvent des femmes. Des droits à la terre sécurisés sont largement reconnus comme un élément clé pour la conservation des avantages des petits propriétaires, tout comme l'information et l'accès à des institutions telles que les banques, les assureurs, les tribunaux et les conseils juridiques. Les politiques nationales et les programmes nationaux sont clairement la clé pour mettre sur pied des cadres réglementaires visant à réduire les inégalités. Cependant, de telles mesures ignorent généralement, et ce par nécessité, les caractéristiques spécifiques au contexte qui sont si importantes dans le développement durable.

Des initiatives à ancrage local et spécifiques au contexte qui se relient à un ensemble de parties prenantes

La planification au niveau régional fait l'objet d'une attention renouvelée, encore que tirer les leçons des défauts d'expériences passées depuis les années 1960 soit peut-être plus important que jamais. Ce sont à la fois le Programme pur un Développement Durable 2030 et le Nouveau Programme Urbain qui appellent à une planification urbaine et territoriale intégrée, à des approches plus inclusives et à des synergies renforcées entre les communautés et les espaces urbains et ruraux tout en reconnaissant la nécessité d'inclure différents niveaux de gouvernance reflétant des contextes uniques et des voies multiples.

Ces approches émergentes vers des partenariats rural-urbain mettent en avant des stratégies qui mobilisent des moyens et tirent profit des complémentarités au niveau régional. Une participation et une direction démocratiques sont des éléments clés pour des initiatives intégrant des zones rurales et urbaines au travers de partenariats institutionnels qui combinent des objectifs environnementaux, économiques et socio-culturels. Si le rôle du secteur privé pour établir les connexions entre différents éléments de l'économie locale est reconnu, obtenir son implication peut s'avérer être un vrai défi. Des acteurs mondiaux du secteur privé de grand format risquent de faire preuve de peu d'intérêt pour s'engager au niveau local, alors qu'au sein des nations à revenu faible ou moyen, ce sera à cause du manque de connaissances des gouvernements locaux et de la suspicion du secteur informel, malgré la signification économique et sociale de ce dernier. Par contraste, certaines initiatives réussies font confiance à des systèmes de gouvernance incluant des entrepreneurs locaux, souvent des opérateurs à petite échelle, la société civile et le gouvernement local en tant qu'intéressés clés.

Quel rôle pour les entreprises agro-alimentaires ?

Comment les entreprises agro-alimentaires peuvent-elles contribuer au développement durable, et plus particulièrement, mais pas seulement à ODD1 - éradiquer la pauvreté et ODD2 - zéro faim dans le monde ? Il est désormais largement reconnu que des initiatives enracinées localement, se construisant à partir de la base sur des systèmes de gouvernance inclusifs et prenant en compte la diversité croissante des moyens d'existence, de la production agricole et des marchés, ont le plus de chances de réussite. Ceci a des implications pour les entreprises agro-alimentaires, lesquelles ont tendance, au lieu de cela, à se reposer sur des chaînes de valeur intégrées au niveau mondial et sur des systèmes pouvant facilement court-circuiter les parties prenantes de niveau local. Dans de nombreuses situations, les efforts pour s'impliquer avec ces derniers ne vont guère au-delà de la consultation. Une réelle participation signifie une prise de décisions partagée. Ceci, à son tour, peut s'avérer difficile du fait des énormes différences en termes de puissance, en particulier avec les petits propriétaires dans les pays à revenu faible ou moyen.

Une approche plus réaliste doit se baser sur deux dimensions qui s'imbriquent : la première est la décentralisation de la prise de décision avec les entreprises agro-alimentaires, la première étape vers un engagement avec les parties prenantes locales, y compris les gouvernements locaux. La seconde est l'inclusion des acteurs de petite dimension du secteur privé, et plus particulièrement dans les pays à revenu faible ou moyen. Cela ne se limite pas aux petits propriétaires mais doit s'étendre aux négociants, transformateurs et distributeurs, qui sont souvent considérés comme concurrents mais sont des acteurs de plus en plus importants dans les économies rurales. Le fait de se reposer exclusivement sur des organisations formelles exclut inévitablement cette vaste catégorie - dans nombre de situations la majorité des groupes à faible revenu. Élargir l'éventail des options relatives aux marchés, au lieu de le réduire, a beaucoup plus de chances de mettre fin à la pauvreté et à la faim que des initiatives venues d'en-haut qui augmentent involontairement la polarisation sociale et la marginalisation économique.

Les études de cas qui suivent illustrent des situations de liaisons rural-urbain positives (1) et négatives (2), ainsi qu'un exemple d'organisation informelle de petits propriétaires en Ouganda (3).



Gisement de travail rural, formation et avenir souhaitables pour les jeunes : quel rôle pour les entreprises agro-alimentaires et pour la planification de la relève ?

Dorte Thorsen

School of Global Studies, University of Sussex

Les actions destinées à prodiguer une formation pour tous s'est traduite par une augmentation de la fréquentation scolaire par les jeunes. Ceci s'accompagne de nouvelles idées sur ce qu'ils voudraient faire, ce que leurs parents pensent qu'ils devraient faire, et où. Le discours dominant est que la formation nourrit les aspirations de la jeunesse rurale à trouver du travail en milieu urbain et plus particulièrement dans des emplois non manuels. La formation est alors perçue comme encourageant les jeunes à émigrer vers les villes et les communes rurales de grande taille afin de suivre une formation secondaire et supérieure et de trouver un emploi. Un tel discours stimule les anxiétés concernant le manque de main d'œuvre dans les zones rurales et/ou de chômage et de surpopulation dans les zones urbaines.

Si nous pouvons établir que de nombreux jeunes dérivent en direction des zones urbaines, il est moins clair qu'il existe une transition linéaire formation-vers-emploi. Une politique favorable à l'éducation a fortement fait augmenter la fréquentation scolaire dans les zones rurales, mais on est loin d'en être au point où tous les enfants ayant fréquenté l'école la quittent avec des certificats pouvant faciliter leur emploi à des postes non manuels ni même leur assurer des moyens d'existence. Comprendre comment la formation change la vie des jeunes et de leurs familles, quelles alternatives existent lorsque la scolarisation ne peut être menée à son terme ou ne résulte pas dans un emploi bien rémunéré, comment les jeunes sont soutenus par leurs familles et s'il existe des différences entre sexes sera d'une aide précieuse pour identifier les besoins et les intérêts auxquels les entreprises agro-alimentaires pourraient avoir la capacité de prendre en compte.

Marginalisation and enduring poverty

Les idées au sujet de la scolarisation et d'autres types de formations en dehors de la famille varient énormément selon les pays, mais il existe une tendance générale selon laquelle les écoles rurales offriront une formation inférieure par rapport aux écoles urbaines, désavantageant dès le départ les enfants de la ruralité. Les adultes n'oublient pas que la scolarisation fait de plus en plus partie de l'enfance, y compris dans la partie méridionale de ce monde, et si l'idée d'un emploi sûr et bien payé est au bout du compte le signe de la réussite, le souci prioritaire des parents est de faire face à la pauvreté endémique.

En de nombreux endroits, la pauvreté persistante a ruiné les capacités des hommes à affronter des responsabilités qui sont culturellement considérées comme étant les leurs. Les femmes ont dû s'accommoder depuis aussi longtemps de possibilités de ravitaillement s'amenuisant. Dans la vallée d'Aconcagua au Chili, par exemple, de nombreuses femmes travaillent de manière saisonnière dans des installations de conditionnement de fruits, et dans des endroits reculés, des femmes doivent s'impliquer dans un éventail de tâches agricoles et non agricoles plus large encore. Ces types de travaux contribuent à boucher les trous dans le budget familial mais devient rapidement une caractéristique permanente de la vie des femmes.⁹



Étude de cas 4

Emplois temporaires dans le secteur de l'exportation fruitière dans la Vallée de l'Aconcagua au Chili

Au Chili, les employés du secteur de l'exportation fruitière dans la vallée de l'Aconcagua subissent les conséquences de l'emploi temporaire. Bien que des réformes législatives au début des années 2000 visaient à réguler les conditions de travail et à s'assurer que les ouvriers obtenaient un contrat de travail, une faible mise en application et une flexibilité accrue de la main d'œuvre ont dans les faits annihilé les avancées obtenues.

Plus de 70 pour cent des ouvriers sont des femmes qui travaillent de longues heures, souvent dans des conditions dangereuses pendant la saison des récoltes, perçoivent une rémunération relativement bonne mais sont licenciées à la fin de la saison.

L'une de ces femmes décrivait un schéma qui résumait assez bien les récits de la plupart des travailleurs saisonniers : Le premier chèque de paie de la saison (en janvier) a servi à payer des dettes de l'année précédente, le suivant à acheter les fournitures scolaires de base, des vêtements et des chaussures avant que leurs enfants ne retournent à l'école en mars, et le troisième et dernier chèque de cette saison a servi à stocker des provisions pour l'hiver.

Une autre femme donnait comme argument à la formation des enfants que c'était comme une façon d'éviter la dépendance au travail saisonnier et d'avoir à retourner à l'usine de conditionnement de fruits chaque saison pour rembourser les dettes. Ce cercle vicieux avait en fait transformé ces femmes en travailleurs saisonniers permanents.⁹

⁹ Radovic-Fanta, J. 2017. *Vivre de précarité : Endurance et anticipation dans la vallée d'Aconcagua au Chili*. *The Journal of Latin American and Caribbean Anthropology*, 22, 357–375.



10

Les transformations rurales affectent également la position sociale des femmes. Dans le nord du Ghana, le développement des infrastructures et une meilleure disponibilité des biens de consommation a aidé dans les années 1980 les femmes à développer leurs activités rémunérées, depuis l'agriculture vers le petit commerce. Cette mutation a eu pour résultat qu'elles étaient en meilleure position pour soutenir la famille et cela a progressivement ouvert la porte à l'acceptation d'une plus grande mobilité pour les femmes ; tout d'abord pour les femmes plus âgées achetant des biens de consommation et accédant à des marchés, tandis que les filles et les jeunes femmes se mirent à suivre une formation et à migrer pour travailler.¹⁰

De telles mutations accentuent l'importance de discerner par sexe comment le travail rémunéré, le commerce et la mobilité affectent l'éventail d'activités dans lesquelles une famille peut s'engager et sa maîtrise de ses revenus et ressources. La pauvreté persistante, malgré des adaptations et de nouvelles sources de revenus, va encourager les familles rurales à rechercher des alternatives. De ce fait, si les entreprises agro-alimentaires doivent avoir un rôle dans la réduction de la pauvreté, leurs initiatives doivent porter au-delà de la résilience des populations rurales et promouvoir les transitions en cours de manière appropriée dans un contexte donné.

Contraintes de main d'œuvre au sein des ménages ruraux

L'un des effets de la scolarisation des enfants et de la poursuite des études au-delà de l'école primaire est que les parents ont moins d'accès à la jeune main d'œuvre. Du point de vue des abolitionnistes du travail des enfants, c'est un bon résultat. Cependant, dans la pratique, la scolarisation ne maintient pas forcément les enfants à l'écart du travail dans les cultures commerciales. Dans les zones de culture du cacao en Afrique occidentale et centrale, des enseignants prennent goût aux travaux de leurs élèves, et les élèves sont à la recherche d'un revenu supplémentaire pour aider à payer les frais relatifs à leurs études. Vu d'une perspective centrée sur l'enfant et la famille, la disponibilité réduite du travail des enfants est plus complexe, et il s'agit d'un équilibre subtil entre le manque de main d'œuvre pour les travaux agricoles, les travaux non agricoles et les tâches ménagères, le souci que l'acquisition d'aptitudes par les enfants se trouve retardé et la recherche de voies vers un meilleur futur pour sa descendance.¹¹ Le travail des enfants a besoin d'être compris dans le contexte spécifique de la protection des enfants contre des travaux dangereux tout en leur permettant d'acquérir des aptitudes et des revenus qui apporteront un soutien pour leur formation et leur futures activités nécessaires pour leur subsistance.

Lorsque des jeunes gens migrent pour leur formation ou leur travail, la division du travail au sein du ménage se modifie. Celui qui reprend le travail de la personne absente s'écarte des normes en termes de travail et de disponibilité du travail. Une étude comparant l'impact de la migration des jeunes en Ethiopie et au Malawi révèle qu'en Ethiopie, ce sont les femmes adultes et, dans une certaine mesure, les frères, qui ont repris le travail que les jeunes hommes assumaient avant de migrer. Au Malawi, la perte de la main d'œuvre de jeunes ayant migré a été compensée par l'embauche de travailleurs. On prétend que l'absence des jeunes femmes n'affecte pas la division du travail,¹² mais il est vraisemblable qu'elle augmente le poids des travaux domestiques pour les filles et autres jeunes membres féminins de la famille.

De ce fait, pour comprendre pleinement les mutations dans la disponibilité de la main d'œuvre et des possibilités de trouver des emplois rémunérés en zones rurales, il est important de se pencher également sur les effets de ruissellement induits par de telles mutations. Cela comporte le besoin de prévoir quel sera l'impact en termes de travail au sein d'entreprises familiales, du temps disponible pour l'école et/ou de la capacité à poursuivre des activités individuelles, y compris de travailler ailleurs.

11 Thorsen, D. 2012. Le travail des enfants dans l'agriculture commerciale : Pièces à conviction d'Afrique occidentale et centrale. Dakar : Bureau régional Afrique occidentale et centrale de l'UNICEF.

12 Mueller, V., Doss, C. & Quisumbing, A. 2018. Migration des jeunes et contraintes de main d'œuvre dans les ménages agraires africains. *The Journal of Development Studies*, 1–20.

10 Darkwah, A. K., Awumbila, M. & Teye, J. K. 2016. Des situations et des populations locales : comprendre les migrations dans les bordures périphériques du monde capitaliste Brighton : Consortium de recherche sur les migrations causées par la pauvreté.





Étude de cas 5

Pauvreté et motivation des jeunes à continuer l'école, Rwanda

Formation scolaire : pauvreté et motivation des jeunes à continuer l'école

Les taux d'inscription dans les écoles primaires rurales ont grimpé rapidement depuis le début du millénaire, transformant les notions locales sur l'enfance, mais, cependant, la poursuite des études et l'alphabétisation fonctionnelles restent faibles. Pour beaucoup d'enfants et de jeunes, terminer l'école est devenu un objectif important, même si cela n'augmente pas leurs chances d'obtenir un emploi décent.¹³

L'une des stratégies émergentes parmi les élèves des classes secondaires en Afrique occidentale est de travailler pendant les vacances d'été pour aider à payer les frais concernant leurs études. Ils se déplacent vers les grandes villes de leur région pour travailler ou participent aux récoltes pour la durée de leurs vacances scolaires pour soulager leurs tuteurs d'une partie de leurs dépenses. Leur contribution financière est importante, parfois au point d'assurer la scolarisation des plus jeunes et de son/sa frère ou sœur. Cependant, la migration des vacances d'été a un objectif secondaire : ainsi les jeunes ne restent pas oisifs pendant leurs vacances, mais apprennent à travailler, épargnent et acquièrent de nouvelles positions sociales au sein de leur famille. De tels attributs font partie des étapes de la vie que les jeunes déscolarisés apprennent également à travers l'agriculture, le travail et/ou le mariage.

Travailler en ville élargit l'expérience des jeunes ruraux et leurs perspectives de vie, mais cela comporte aussi la dureté et la vulnérabilité. Des élèves togolais et ghanéens partant en migration de vacances à Accra, par exemple, se retrouvent souvent à faire des travaux faiblement rémunérés comme porteurs sur les marchés, où les revenus sont extrêmement variables, selon le degré de concurrence. Certains se font embaucher comme employés dans des magasins ou comme auxiliaires dans des petits restaurants, attachant de l'importance à un salaire journalier faible mais fixe par rapport aux revenus fluctuants des porteurs. Ils dorment dans des endroits publics pour maintenir un bas niveau de frais et épargnent pour leur scolarité mais ne s'identifient pas à des enfants des rues ou à des sans-abris, dans la mesure où ils dorment dans des endroits où dorment également des migrants adultes.¹⁴

Les élèves d'écoles secondaires pourraient représenter potentiellement un gisement de main d'œuvre saisonnière. Cependant, il est crucial de comprendre le jugement que portent les jeunes, parfois soutenus par des parents, à l'endroit où ils se trouvent ou par téléphone, au sujet du meilleur résultat économique de leur travail, du dur labeur et de la vulnérabilité que ces tâches impliquent pour attirer un tel gisement de main d'œuvre.

Les statistiques nationales du Rwanda révèlent que 27 pour cent des enfants en âge d'aller à l'école primaire n'ont pas fréquenté l'école régulièrement au début des années 2000, le taux de fin de scolarité était en dessous de 50 pour cent et considérablement plus bas pour les filles. En 2011, 95,2 pour cent des enfants âgés de 7 à 17 ans se trouvaient en cycle primaire et secondaire, et les différences entre sexes ont été éliminées au niveau du primaire et des premières années du secondaire.

Malgré des politiques favorables à la formation scolaire, de nombreux enfants pauvres abandonnent l'école car sa fréquentation entraîne des frais d'uniformes, de livres, de repas scolaires etc... dont ils n'ont pas les moyens. Une courte étude exploratoire auprès de travailleurs locaux à Kigali en 2016 donnait quelques aperçus des mécanismes conduisant à abandonner l'école. À part deux filles qui n'avaient jamais été inscrites à l'école, plus des deux tiers des enfants ont abandonné l'école pendant ou après l'école primaire. Seul un garçon, qui avait reçu une bourse, a terminé le cycle secondaire, les cinq autres avaient abandonné pendant le cycle secondaire.

Déterminés à continuer leur formation scolaire, ces jeunes ont suivi diverses stratégies. La première consistait à retourner avec ténacité à l'école bien qu'ayant été renvoyés chez eux la veille du fait d'affaires de classe incomplètes et de l'absence de cahier. Plusieurs jeunes, - garçons et filles- étaient allés porter de l'eau afin de gagner de l'argent pour assurer leur subsistance lors de leur séjour à l'école. Des jeunes filles se mirent à vendre des avocats, et l'une au moins d'entre elles travaillait comme employée de maison afin de collecter de l'argent pour sa scolarité jusqu'à ce que ses parents le découvrirent et l'obligèrent à arrêter ce travail. Après avoir abandonné l'école, plusieurs de ces jeunes partirent pour Kigali pour travailler. Certains d'entre elles espéraient que leur employeur leur permettrait de combiner les travaux ménagers avec la scolarité. Ayant découvert qu'il s'agissait d'un privilège rare pour de jeunes employés de maison, elles redéfinirent leur plan et cherchèrent à économiser de l'argent pour pouvoir réintégrer l'école.

Deux jeunes filles de 16 ans ont décrit comment les jeunes pouvaient revenir de Kigali au bout de 2-3 ans pour reprendre l'école, remarquant que leur communauté les approuvait. Cependant, elles remarquèrent également que les garçons épargnaient plus que les filles, car les filles gaspillaient beaucoup d'argent à acheter des vêtements et des lotions.¹³

13 Abbott, P. 2013. Promotion des droits des enfants au Rwanda : Les progrès sous EDPRS 1 et les priorités pour EDPRS 2. Kigali : UNICEF Rwanda Nkurunziza, J., Broekhuis, A. & Hooimeijer, P. 2012. La formation libre au Rwanda : Seulement une étape vers la réduction des inégalités entre sexes et entre frères et sœurs. *Education Research International*, 2012, 11 pages. Thorsen, D. 2016. Migration des jeunes de la ruralité vers les zones urbaines au Rwanda. Rapport de recherche, Save the Children US.

14 Howard, N., Jacquemin, M. & Thorsen, D. 2018. Baseline research report. Projet pour la protection des enfants migrants le long du corridor Abidjan-Lagos. Cotonou : Terre des Hommes.



Mobilités des jeunes : transition depuis la formation vers les activités économiques

Qu'il aient ou non atteint le niveau de formation auquel ils aspiraient, la plupart des jeunes procèdent à une transition lorsqu'ils s'engagent dans un travail à plein temps et dans des activités rémunératrices dès lors qu'ils sont sortis de l'école. Les itinéraires de trois jeunes cultivateurs de cacao et de café de la Côte d'Ivoire sont révélateurs des nombreux imprévus qui façonnent la vie de ces jeunes, parfois à cause de choix qu'ils font et parfois pour des raisons totalement en dehors de leur contrôle. Bien que chacun d'entre eux soit unique, les itinéraires de ces trois jeunes représentent le large spectre d'expériences communes et de façons de procéder face à la vulnérabilité en Afrique occidentale. Les problèmes centraux dans leurs récits sont une conjugaison de la mobilité, de la migration et de la scolarité, et du rôle important de la famille au sens large et des figures parentales.

Bien que ces jeunes hommes eussent nourri des rêves de travail en dehors de l'agriculture et des rêves de vie à la ville, ils firent preuve d'endurance et d'esprit d'entreprise lorsque la destinée coupa court à leurs rêves et les ramena à leurs origines rurales. Tous les trois s'engagèrent dans la culture du cacao et du café, plantant de nouvelles variétés de cacao et en les mélangeant à d'autres cultures annuelles et/ou vivaces pour diversifier leurs revenus. Ils trouvèrent de la main d'œuvre au sein de groupes de jeunes hommes itinérants ne se limitant pas aux rapports de dépendance anciens enracinés dans des réseaux ethniques mais appliquant des idées de réciprocité et de cohésion sociale à de nouveaux réseaux basés sur la confiance et la complicité générationnelle. Malgré l'interruption de leur scolarité, des jeunes comme ces trois-là constituaient des sources d'innovation hautement compétentes du fait de leur capital de formation, de leurs antécédents en matière d'adaptation rapide et de leurs connaissances des technologies de l'information. Il est intéressant de constater que tous trois avaient imaginé leur avenir hors des activités agricoles, dans des zones urbaines ou à l'étranger.¹⁵



Étude de cas 6

Les itinéraires de trois fils de planteurs de cacao en Côte d'Ivoire occidentale

Kevin

Un Bété -le groupe ethnique originaire de cette région- de 24 ans ayant grandi auprès de son oncle maternel à Abidjan, où il a suivi une formation dans une école de football. Du fait d'une querelle avec sa famille élargie, son père le rappela chez lui avant qu'il n'ait fini sa première année d'école secondaire. Dans l'impossibilité de poursuivre son rêve de devenir joueur de football professionnel, il accomplit une autre transition dans son cheminement en se mariant et devenant père de famille. Par le truchement de relations rencontrées à l'église, il apprit la culture du cacao et du café, bien qu'imaginant toujours son avenir comme celui d'un migrant partant à l'étranger.

Frédéric

Un Mossi de 29 ans -troisième génération d'une famille venue du Burkina Faso- qui fut envoyé à son grand-père, à l'époque un parent habitant Ouagadougou, Burkina Faso, où il fut inscrit à l'école. Avant de finir le premier cycle de l'enseignement secondaire, il abandonna par manque de soutien financier et du fait de conditions de vie précaires. Une tentative manquée de monter une affaire l'incita à retourner à la maison de son grand-père, où on lui donna une petite ferme de culture du cacao et du café. Tirant parti de sa formation de l'écrit et des chiffres, de sa connaissance de l'agriculture et du négoce, il avait espéré échapper à l'agriculture en s'établissant comme négociant à la ville.

Arsène

Un Baolé de 26 ans -d'une famille ayant migré depuis le nord de la Côte d'Ivoire- qui avait tout le soutien de sa famille pour poursuivre sa formation, quand bien même il avait dû redoubler des classes, jusqu'à ce qu'il rendit enceinte une amie et se trouva obligé d'assumer la responsabilité de son amie et de l'enfant. Disposant d'un accès relativement aisé à des terres en tant qu'héritier de son père, il entra rapidement dans la culture du cacao et du café, grâce à laquelle il peut mettre de l'argent de côté pour réaliser son rêve de devenir un homme d'affaires à la ville et de pouvoir élever du bétail.¹⁵



¹⁵ Alac, R. 2016. Stratégies des jeunes dans une économie de plantation de l'ouest ivoirien. *Afrique contemporaine*, 259, 41-58.

Tous ceux qui ont abandonné l'école ne sont pas tous absorbés immédiatement par l'agriculture lorsqu'ils quittent les bancs de l'école. Certains d'entre eux migrent pour aller travailler et d'autres continuent leur formation en rentrant en apprentissage, formellement ou informellement. Les itinéraires pour l'apprentissage et la formation technique varient énormément selon le contexte, et il en est de même pour les coûts qui en résultent et des aptitudes acquises. Les coûts peuvent comprendre le paiement de frais de formation ou de frais de fin de formation et/ou d'avoir à payer pour la scolarité et la pension si la formation est loin du domicile. Les itinéraires des jeunes hommes et des jeunes femmes en matière d'apprentissage sont liés aux notions d'adaptation du travail à leur sexe, mais aussi aux réseaux sociaux et aux idées des parents sur ce qui constitue un bon avenir.¹⁶

Ces exemples soulignent l'existence d'un gisement de jeunes gens désireux d'apprendre plus et qui se voient une avenir en dehors de l'agriculture. Ils constituent un potentiel de travailleurs et d'entrepreneurs capables d'améliorer leurs capacités professionnelles dans les zones rurales et urbaines pour se lancer en amont et en aval d'activités liées à l'agro-alimentaire.



Étude de cas 7

Itinéraires liés au genre de la personne dans l'apprentissage, Vietnam

Mécanicien

Un mécanicien de 26 ans de la province de Hué au Vietnam avait arrêté l'école après la troisième et est devenu apprenti mécanicien moto chez son oncle paternel. Faisant allusion à sa pauvreté, il fit remarquer que ce n'est qu'alors qu'il put prendre un repas de midi, sans quoi il n'avait jamais eu que deux repas par jour. Son apprentissage a duré environ un an, après quoi il demanda à son père la permission d'aller à Da Nang avec un ami pour travailler dans l'atelier de réparation de motos de l'oncle de cet ami et d'apprendre encore. Ils étaient les deux seuls à collaborer avec l'oncle de cet ami. Au bout d'un an, il finit son deuxième apprentissage mais resta pour y travailler encore un an. À part de vivre chez l'oncle de son ami et de bénéficier de trois repas par jour, ils ne reçurent aucun salaire, si bien qu'à la fin, leurs mères demandèrent leur retour, n'ayant pas les moyens de les entretenir plus longtemps.

Coiffeuse

Une coiffeuse de 26 ans de la province de Hué alla à Ho Chi Minh Ville pour travailler dans un atelier de couture de vestes alors qu'elle avait 14 ans. Bien que sa mère ne le voulut pas, car elle était si jeune, l'idée lui plaisait tellement d'aller à Ho Chi Minh Ville qu'elle fut suffisamment audacieuse pour s'y rendre. Au bout de quatre années, son père fit le nécessaire pour la faire emménager à Da Nang, voulant qu'elle apprenne un métier, et parce que deux de ses parents habitaient là, il pensa qu'ils pourraient l'aider. Lorsqu'elle commença la coiffure, elle paya des frais de scolarité d'environ 1 million de dong [44 \$] pendant 10 mois et elle apprit à faire des massages faciaux, des shampoings, à teindre, à friser et lisser les cheveux. Ensuite elle commença un deuxième apprentissage et dépensa la totalité de son salaire pour payer les frais de formation pour apprendre la coupe de cheveux et comment faire les finitions.¹⁶



¹⁶ Thorsen, D. 2016. Migration des jeunes du rural vers l'urbain dans Vietnam Research report, Save the Children US.

Migration pour du travail dans l'agriculture

Malgré le déplacement généralisé vers les zones urbaines, il existe aussi un gisement de jeunes effectuant des migrations intérieures ou vers des pays avoisinants pour travailler dans l'agriculture. Bien que beaucoup soient d'origine rurale, ce sont de jeunes urbains recherchant un travail salarié dans des fermes commerciales de petite et de grande taille. La plupart n'ont pas la possibilité d'accéder au foncier ni à des emplois rémunérés près de leur domicile, ou alors la différence de salaire versé devient une motivation pour migrer. Les jeunes boliviens migrant vers du travail agricole en Argentine, par exemple, peuvent gagner jusqu'à quatre fois plus que chez eux, malgré le fait qu'ils soient moins bien payés que les ouvriers argentins.¹⁷

Que les entreprises agro-alimentaires encouragent ou non la migration de main d'œuvre à travers les frontières et collaborent avec les gouvernements sur des itinéraires légaux, il existe un potentiel pour travailler à de meilleures conditions d'embauche et d'aider les travailleurs saisonniers durant l'inter-saison.



Étude de cas 8

Migration de la jeune main d'œuvre dans l'agriculture, Bolivie

Dans les communautés rurales du sud de la Bolivie, les jeunes recherchent de meilleurs salaires et une plus grande indépendance de leur famille dès l'âge de 15-16 ans. Aux environs de la vingtième année, beaucoup d'entre eux ont déjà travaillé au moins une fois dans des plantations d'agrumes ou de légumes du nord de l'Argentine. Au début, ils gagnent 7-8 \$, mais une fois qu'ils ont appris le métier, le taux journalier monte à 10-12 \$. Certains travaillent dans la même région toute l'année, d'autres suivent les récoltes pour maximiser leur revenu et/ou garder le contrôle de leur travail.

«Je travaille aux vendanges à Mendoza en février, à ramasser les tomates et les poivrons dans le nord de l'Argentine en avril, les tomates et les agrumes à Corrientes d'août à septembre. En décembre, on récolte les tomates à Buenos-Aires. Je suis les récoltes, c'est une belle façon de voir différents endroits et de rencontrer des gens» (un jeune homme de 21 ans).¹⁷



¹⁷ Punch, S. 2007. Négocier l'identité des migrants : Jeunes gens en Bolivie et en Argentine. *Children's Geographies*, 5, 95-112.

Conclusions

Comment les entreprises agro-alimentaires peuvent-elles contribuer au développement durable et à la réalisation des ODD dans un contexte de changements rapides comportant de nombreux défis mais aussi de nouvelles potentialités ?

Peut-être, que de manière peu surprenante, les entreprises agro-alimentaires considèrent que l'ODD 1 - éradiquer la pauvreté - et l'ODD 2 - éradiquer la faim dans le monde - sont ceux qui sont les plus pertinents au titre de leur mission. Il peut y avoir lieu à discussion cependant sur le fait de savoir si ce qui définit ces ODD réside dans leur interconnexion. En d'autres termes, il peut être utile pour les entreprises agro-alimentaires de considérer leur rôle dans d'autres dimensions. Ce qui ne signifie pas perdre de vue leurs objectifs. Bien au contraire : la focalisation devrait porter sur les contextes locaux, y compris et à la fois les zones rurales et les zones urbaines, les gens et les entreprises, ainsi que les liens entre eux et leurs interactions. Des initiatives soutenant la croissance de micro-entreprises, de petites et moyennes entreprises dans la chaîne d'approvisionnement, des itinéraires licites pour les saisonniers migrants et de meilleures conditions, concernent l'ODD 8 - un travail décent et de la croissance économique - et potentiellement aussi l'ODD 5 - l'égalité entre les genres. Une telle approche de terrain, partant de la base, fondée sur des systèmes de gouvernance inclusifs, peut aider à identifier des phénomènes non identifiés aboutissant à des exclusions, et mettre en relief des domaines et des secteurs spécifiques où un soutien de la part d'acteurs de grande envergure du secteur privé peut s'avérer bénéfique.



Contact

Global Agri-business Alliance,
World Business Council for
Sustainable Development
Maison de la Paix
Chemin Eugène-Rigot
1202 Genève
Switzerland

+41 22 839 31 00
info@globalagribusinessalliance.com
globalagribusinessalliance.com

Membres (au 2ème Tr. 2018)

Besana
Chellam Plantations Group
Golden Agri-Resources
Godrej Agrovet Limited
Hakan Food
Halcyon Agri
IFFCO
Korindo
Mitsubishi Corporation
MWT Foods
Olam International
Philip Morris International
Phoenix Commodities
PureCircle
Temasek
Triputra Agro Persada
UPL
Yara